



Fuite de Guangcheng aux États-Unis : l'avocat clairvoyant et le pouvoir aveugle

Jean-Pierre Cabestan

L'auteur*, professeur de science politique à l'université baptiste de Hongkong, montre comment l'affaire de l'évasion du dissident chinois a fait évoluer l'interdépendance sino-américaine à la faveur des États-Unis.



DESSINS DOBRITZ

Qu'est-ce que la fuite de Chen Guangcheng nous apprend de nouveau sur la Chine et les relations sino-américaines ?

Tout d'abord, qu'un avocat aveugle, célèbre pour sa défense des droits de l'homme et maintenu sous haute surveillance au Shandong, soit parvenu à s'échapper paraît extraordinaire. Bien que l'on ne sache s'il a bénéficié de complicités parmi les sbires de la Sécurité publique qui le détenaient en toute illégalité chez lui depuis sa sortie de prison en 2010, il a pu compter sur un réseau bien organisé d'activistes, pour la plupart chrétiens, disposant d'antennes aux États-Unis et de contacts permanents à l'ambassade américaine.

Cette fuite réussie met aussi en lumière l'effritement du système de contrôle du PC chinois. Certes, ses protecteurs ainsi que les diplomates américains venus le récupérer étaient suivis par la sécurité. Mais celle-ci n'a pu intercepter ni la longue fuite de Chen, ni son hébergement dans plusieurs lieux sûrs à Pékin, ni son transfert à l'ambassade des États-Unis.

Les réactions de la société chinoise à cette nouvelle crise restent par définition mal connues, du fait de la censure et par conséquent de sa méconnaissance du nom même de Chen Guangcheng. Mais les médias sociaux ont rapidement contourné l'obstacle pour faire l'éloge du courage de ce David des droits de l'homme

face au Goliath communiste de la répression. En outre, plus inattendu, un certain nombre de manifestants se sont réunis devant la porte de l'hôpital où Chen est détenu pour apporter leur soutien à son combat.

Car le combat de Chen pour la justice a valeur de symbole aux yeux de nombreux Chinois. Chen n'exige pas un changement de régime, il ne milite pas pour une révolution du jasmin

Les médias sociaux ont rapidement fait l'éloge du courage de ce David des droits de l'homme face au Goliath communiste de la répression

à la chinoise. Il demande uniquement au Parti communiste et à ses relais locaux de respecter les lois qu'il a édictées. Or, ces derniers semblent devenus incontrôlables, multipliant les abus de pouvoir contre toutes vellétés de dissidence politique et entretenant des liens de plus en plus préoccupants avec les milieux mafieux dont ils utilisent au besoin les services pour réprimer celles-ci.

Mais dans le cas de Chen, le pouvoir central ne peut s'abriter derrière cette impuissance. Persecuté depuis dix ans par les autorités locales, Chen était devenu une cause célèbre en Chine et à l'étranger : Pékin estimait qu'il était préférable, au nom du maintien de la stabilité sociale, de soutenir ces dernières que de devoir affronter, par un effet de dominos, une augmentation incontrôlable de l'activisme des avocats du mouvement de défense des droits. Reste la dimension américaine et

internationale de cette affaire. Avec l'aide du spécialiste new-yorkais du droit chinois, Jérôme Cohen, qui est aussi un ami de Chen, l'ambassade des États-Unis à Pékin a tenté de négocier un accord qui satisfaisait le souhait initial de Chen : rester en Chine mais pouvoir y vivre librement et y entreprendre des études de droit (Chen est autodidacte). S'appuyant sur le « précédent » Ai Weiwei, cet accord était sans doute trop ambitieux et précocement au regard de la

situation intérieure chinoise, car Chen, à la différence de Ai, est un défenseur à temps plein des opprimés, une personnalité que le pouvoir ne peut prendre le risque de ne pas surveiller.

Cela étant, l'Administration Obama ne s'est pas trop mal sortie de l'affaire. Craignant d'aider au retour des républicains au pouvoir, le gouvernement chinois l'y a aidée, laissant Chen partir étudier aux États-Unis. Mais plus important, Hu Jintao a montré combien la Chine avait besoin, en cette délicate période de transition économique et politique, d'une relation stable avec les États-Unis. Il est clair que la gestion quelque peu précipitée de l'affaire Chen, à la veille du dialogue stratégique et économique annuel entre les deux pays, a une fois encore montré la densité de l'interdépendance sino-américaine. Toutefois, elle a aussi mis en lumière une certaine évolution,

favorable aux États-Unis, de cette interdépendance. En effet, en dépit de quelques invectives médiatiques à consommation interne, le pouvoir chinois a été plutôt coopératif, flexible - s'adaptant à l'évolution de la situation - et ouvert - reconnaissant l'injustice dont Chen faisait l'objet au Shandong. Mais surtout, alors qu'il se remettait à peine de l'affaire Bo Xilai, son orgueil, son arrogance, et sa puissance douce (*soft power*) en ont pris un coup, posant une fois de plus la question de la réforme politique en Chine.

On le sait, les réformistes ont cherché à tirer avantage du scandale Bo Xilai pour remettre ce projet à l'ordre du jour. Mais à l'évidence, alors qu'elle se prépare à passer cet automne le flambeau à une nouvelle génération de responsables conduits par le tandem Xi Jinping-Li Keqiang, la direction du PC chinois est divisée et hésitante à se lancer dans une réforme dont les effets potentiellement déstabilisateurs tout simplement l'effraient et la paralysent. Obsédée par la stabilité sociale à court terme, elle est aveugle face aux risques d'instabilité politique à moyen terme. L'incroyable fuite de Chen Guangcheng, va-t-elle lui ouvrir les yeux ? Espérons que l'intrépide combat pour la justice mené par cet avocat aveugle mais clairvoyant l'aidera à prendre conscience des risques croissants que son immobilisme politique fait peser sur l'avenir de la deuxième puissance économique mondiale.

* Également chercheur associé à Asia Centre et auteur de La politique internationale de la Chine, Paris, Presses de Sciences Po, 2010